

Plus de 150 Roms expulsé à Noisy-le-Grand

150 à 200 personnes ont été expulsées ce matin d'un Squat et d'un terrain rue Perdrigé à Noisy-le-Grand. La maison abandonnée et le terrain attenant ou elles avaient construit une trentaine de baraquements, appartiennent à la ville de Noisy-le-Grand.

C'est donc plus de 150 personnes qui ont été jetées à la rue en une demi-heure. Ceci sans même qu'il n'y ait eu préalablement une démarche de recherche de solution (La préfecture prétextant que s'agissant, pour partie d'un squat, elle n'avait pas à appliquer la circulaire du 28 aout 2012 prévoyant un dispositif préalable aux expulsions).

Face à l'absence de propositions (hormis de rares chambres d'hébergement d'urgence à l'hôtel pour quelques cas jugés prioritaires), les familles sont dans l'errance et ne vont pas manquer de se réinstaller sur d'autres terrains en Seine-Saint-Denis ou à proximité, comme certaines l'ont déjà fait.

Les enfants qui étaient scolarisés ont dû quitter leur école pour rester avec leurs familles. Ces familles, qui avaient mis de longs mois à obtenir la scolarisation de leurs enfants, (contre un Maire qui n'hésite pas à se mettre hors la loi pour refuser de les inscrire), se demandent aujourd'hui comment poursuivre cette scolarité.

A la limite du droit et dans l'absurdité totale, dans l'humiliation et l'inhumanité, cette nouvelle expulsion laisse un sentiment de révolte profond aux citoyens engagés aux coté des familles Roms afin de leur permettre de vivre dignement et de trouver une voie d'insertion dans la société française.

Avec cette nouvelle expulsion, le Maire de Noisy-le-Grand pense très certainement avoir mis fin à la présence de regroupement de familles Roms sur sa ville. Mais si sa politique d'acharnement contre les familles Roms se déploie dans un climat général de stigmatisation des Roms, renforcé par les intolérables propos du ministre de l'intérieur lui-même, rien n'est réglé pour personne.

Inévitablement ces familles vont se réinstaller sur un territoire à proximité. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement ? Leurs installations peuvent bien être démantelées, leurs biens détruits, mais les personnes, elles, restent vivantes. Et, ces femmes, ces hommes, ces enfants, ne disparaîtrons pas !

Il est temps de mettre fin à cette absurde et violente politique d'expulsion.

Pour tout contact : noisy-le-grand@convivances.fr